

# Ford Blanquefort: Bruno Le Maire n'écarte pas une reprise par Punch "d'ici un ou deux ans"

28/02/2019 à 10h22



Nationalisation temporaire? "Je serais très populaire, mais est-ce que l'Etat a vocation à produire des boîtes de vitesse?", a répondu Bruno Le maire - AFP

Le ministre des Finances Bruno Le Maire évoque une éventuelle reprise de l'usine Ford de Blanquefort par Punch "d'ici un ou deux ans", mais écarte définitivement une nationalisation temporaire.

"Je pense qu'il ne faut pas fermer la porte à une reprise plus tard, d'ici un an ou deux, par Punch", a affirmé le ministre sur [Public Sénat](#), trois jours après avoir

entériné la fermeture de l'usine à la suite du rejet par Ford de la dernière offre de Punch Powerglide. En revanche, il écarte l'idée que l'Etat reprenne l'usine en attendant.

"Cela mettrait les salariés dans le mur", a-t-il déclaré, écartant une nationalisation temporaire: avec cette mesure, "je serais très populaire, mais est-ce que l'Etat a vocation à produire des boîtes de vitesse?"

Bruno Le Maire a toutefois reconnu qu'il avait étudié cette solution: "J'avais envisagé de reprendre le site pour immédiatement le céder à Punch et donc dégager Ford de ses responsabilités", a-t-il expliqué. "Mais s'il n'y a pas de repreneur derrière pour vendre des boîtes de vitesse et s'il n'y a pas d'acheteur, c'est mentir aux salariés", a-t-il assuré. "Moi, je ne mens jamais aux salariés", a-t-il souligné.

## **"Je veux que Ford paie"**

Pour le ministre, "l'urgence aujourd'hui" consiste à ce que Ford "paie". "Je veux un plan social généreux et protecteur pour les salariés. Je veux que Ford paie pour la dépollution du site et pour sa réindustrialisation", a-t-il déclaré.

Ford a confirmé lundi qu'il refusait la dernière offre de reprise de Punch. L'administration doit donner d'ici au début mars son avis sur le plan social que Ford a de nouveau déposé, après le rejet du premier. Un feu vert enclencherait la procédure de fermeture, plus d'un an après l'annonce par Ford, début 2018, de son intention de se désengager de cette usine implantée en 1972 aux portes de la capitale girondine.